

Circulaire modifiant la circulaire du 15 mai 2021 modifiée par la circulaire du 19 décembre 2024 portant sur la procédure et les modalités de mise en œuvre du droit de tirage encadré, décidé par le Gouvernement en matière de Politique intégrée de la Ville.

1. Contexte et rétroactes

Le 1^{er} avril 2021, le Gouvernement Wallon a lancé une opération transversale et pluriannuelle de soutien à la Politique Intégrée de la Ville. Une enveloppe de 240 millions d'euros a été consacrée à la mise en œuvre de cette politique et répartie de manière objective au prorata de la population des neuf grandes Villes de plus de 50.000 habitants.

La circulaire du 15 mai 2021 précise la procédure et les modalités de mise en œuvre du droit de tirage encadrée en matière de Politique intégrée de la Ville. Cette circulaire précise la procédure de mise en œuvre du droit de tirage, les modalités de mise en œuvre ainsi que le calendrier d'exécution de la programmation.

Le 3 décembre 2021, le Gouvernement approuvait 8 plans d'actions à l'exception de celui de Verviers qui a été approuvé le 19 juillet 2022.

Le 6 juin 2024, le Gouvernement approuvait la modification des 9 plans d'actions, entérinant les modifications sollicitées lors des comités de suivi.

Le 19 décembre 2024, le Gouvernement approuvait la modification de certaines modalités ainsi que le calendrier d'exécution de la programmation.

2. Modifications apportées

A la mise en lumière des risques de retard d'exécution de certaines des plans d'actions des neuf grandes villes, le Gouvernement accorde une prolongation du délai d'entière exécution des mesures contenues dans le plan d'action de chaque grande Ville. Cela permet de remédier aux risques d'inachèvement et de soutenir les efforts d'aboutissement des plans d'actions tout en réduisant les risques d'abandon pour des raisons administratives.

La maquette budgétaire du Plan de Relance de la Wallonie (projet 60 et 219) ayant été revue, la trajectoire de liquidation doit être également modifiée.

La circulaire du 15 mai 2021 modifiée le 19 décembre 2024 est donc modifiée à cet effet, concernant les points suivants :

2. Procédure de mise en œuvre du droit de tirage encadré

2.2. Le droit de tirage relatif à la programmation est liquidé selon le schéma suivant :

Année de la programmation	Part du droit de tirage versée
2021	5% de l'enveloppe
2022	10% de l'enveloppe
2023	21,25% de l'enveloppe
2024	12,15% de l'enveloppe

2025	20,60% de l'enveloppe
2026	0% de l'enveloppe
2027	10,40% de l'enveloppe
2028	0% de l'enveloppe
2029	20,60% de l'enveloppe

Charleroi	51.860.000,00 €	Liège	50.490.000,00 €	Mons	24.482.000,00 €
2021	2.593.000,00 €	2021	2.524.500,00 €	2021	1.224.100,00 €
2022	5.186.000,00 €	2022	5.049.000,00 €	2022	2.448.200,00 €
2023	11.020.250,00 €	2023	10.729.125,00 €	2023	5.202.425,00 €
2024	6.300.990,00 €	2024	6.134.535,00 €	2024	2.974.563,00 €
2025	10.683.160,00 €	2025	10.400.940,00 €	2025	5.043.292,00 €
2026	0	2026	0	2026	0
2027	5.393.440,00 €	2027	5.250.960,00 €	2027	2.546.128,00 €
2028	0 €	2028	0	2028	0 €
2029	10.683.160,00 €	2029	10.400.940,00 €	2029	5.043.292,00 €

La Louvière	20.709.000,00 €	Tournai	17.856.000,00 €	Seraing	16.368.000,00 €
2021	1.035.450,00 €	2021	892.800,00 €	2021	818.400,00 €
2022	2.070.900,00 €	2022	1.785.600,00 €	2022	1.636.800,00 €
2023	4.400.662,50 €	2023	3.794.400,00 €	2023	3.478.200,00 €
2024	2.516.143,50 €	2024	2.169.504,00 €	2024	1.988.712,00 €
2025	4.266.054,00 €	2025	3.678.336,00 €	2025	3.371.808,00 €
2026	0	2026	0	2026	0
2027	2.153.736,00 €	2027	1.857.024,00 €	2027	1.702.272,00 €
2028	0 €	2028	0 €	2028	0 €
2029	4.266.054,00 €	2029	3.678.336,00 €	2029	3.371.808,00 €

Verviers	14.190.000,00 €	Namur	28.792.000,00 €	Mouscron	15.253.000,00 €
2021	0 €	2021	1.439.600,00 €	2021	762.650,00 €
2022	2.128.500,00 €	2022	2.879.200,00 €	2022	1.525.300,00 €
2023	3.015.375,00 €	2023	6.118.300,00 €	2023	3.241.262,50 €
2024	1.724.085,00 €	2024	3.498.228,00 €	2024	1.853.239,50 €
2025	2.923.140,00 €	2025	5.931.152,00 €	2025	3.142.118,00 €
2026	0	2026	0	2026	0
2027	1.475.760,00 €	2027	2.994.368,00 €	2027	1.586.312,00 €
2028	2.923.140,00 €	2028	0 €	2028	0 €
2029	0 €	2029	5.931.152,00 €	2029	3.142.118,00 €

3. Procédure et modalités de mise en œuvre.

3.4. Les dépenses éligibles sont les suivantes :

(...)

- les dépenses d'investissement qui font l'objet d'une attribution de marché de travaux ou de fournitures entre la date d'approbation du plan d'actions par le Gouvernement et le 30 juin 2028 ;
- les dépenses d'investissement relative à l'acquisition d'un bien immobilier qui font l'objet d'un acte authentique ou d'un jugement entre le 1er avril 2021 (approbation par le GW du principe de la PIV) et le 30 juin 2028 ;
- les dépenses en frais de fonctionnement, en ce compris les frais de personnel, effectués entre la date d'approbation du plan d'actions par le Gouvernement et le 30 juin 2028 ;
(...)

3.6. Un rapport final, approuvé par le Conseil communal, sera ensuite communiqué pour le 30 juin 2028.

3.7. Le montant de l'inexécuté est communiqué à chaque ville, au plus tard le 31 décembre 2028.

(...)


En cas de non-approbation des pièces justificatives en raison de leur introduction après le 30 juin 2028 (...)

4. Calendrier d'exécution de la programmation.

- pour le 30 juin 2028 : un rapport final, approuvé par le conseil communal, sera communiqué aux autorités régionales ;
- pour le 30 juin 2028 : les pièces justificatives seront transmises aux autorités régionales pour analyse ;
- pour le 31 décembre 2028 : communication du montant de l'inexécuté à chaque ville ;
- 30 mars 2029 : clôture des dossiers et liquidations y afférentes.



Cécile NEVEN



François DESQUESNES